Compte rendu d'ouvrage - L'agriculture de demain. Gagnats et perdants de la mondialisation

Daniel Hassan

▶ **To cite this version:**

Daniel Hassan. Compte rendu d'ouvrage - L'agriculture de demain. Gagnats et perdants de la mondialisation. Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales, 2007, 82-83, pp.167-169. hal-01201143

HAL Id: hal-01201143
https://hal.science/hal-01201143

Submitted on 17 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

COMPTES RENDUS DE LECTURE

PIERRE RAINELLI, **L'agriculture de demain. Gagnants et perdants de la mondialisation**

Paris, Éditions du Félin, Collection Échéances, 2007, 160 p.

Pierre Rainelli est économiste et ingénieur agronome. Il a fait carrière à l'INRA, a été consultant à l'IFRI et participe aujourd'hui aux réflexions sur l'avenir de la PAC. Dans un livre de dimension modeste (157 p.) mais ambitieux, il examine les principales questions qui se posent et se poseront demain à l'agriculture mondiale. Cette formulation paraît d'ailleurs préférable au terme plus accrocheur de «mondialisation» dans la mesure où, comme on le comprend à la lecture du livre, les problèmes de l'agriculture mondiale ne sont pas totalement isomorphes à ceux liés à la « mondialisation ». En particulier, les questions liées à la délocalisation des fabrications, au cœur de la mondialisation industrielle, ne se posent pas de la même manière en agriculture.

Pour Pierre Rainelli, le premier défi qui impose de considérer l'agriculture mondiale comme un tout tient à l'incapacité durable d'une partie du monde à se nourrir. Notre planète compte en effet déjà 850 millions de sous-alimentés. Bien que la transition démographique soit à présent amorcée dans plusieurs pays en développement, la population mondiale continuera d'augmenter jusqu'en 2050. À cette date, elle se sera accrue de 50 % (9 milliards au lieu de 6 aujourd'hui). En Chine et en Inde, le développement de la productivité agricole permet de circonscrire le problème de la faim et d'envisager l'avenir avec un optimisme raisonnable. En Afrique, au contraire, peu de choses s'opposent à l'aggravation de la situation.

L'autre élément qui nous contraint à une vision planétaire de l'agriculture est la revendication d'un certain nombre de pays en développement, exportateurs de denrées agricoles, de réduire les aides et la protection des pays riches vis-à-vis de leur agriculture pour permettre le jeu normal des avantages comparatifs. C'est cette poussée des nouveaux acteurs à l'OMC (Brésil, Argentine et, peut-être, demain la Chine) qui accroche le secteur agricole au train de la mondialisation, au sens où on l'entend aujourd'hui.

Pour répondre à ces enjeux, Pierre Rainelli a construit son livre en deux parties. Dans un premier temps, l'auteur fait justice de deux « solutions miracles » : les OGM et les biocarburants. Selon lui, les OGM ne feront pas jaillir « le lait et le miel » des plaines africaines ou indonésiennes. Deux raisons sont avancées : d'une part, dans les pays développés, les OGM ne tiennent pas leurs promesses, leurs effets positifs s'épuisant rapidement ; d'autre part, les problèmes des pays pauvres (désherbage) n'intéressent pas les multinationales qui fabriquent les OGM. Ici, le lecteur reste un peu « sur sa faim » : qu'est-ce qui joue en premier ? Les limites scientifiques intrinsèques des OGM, même de

nième génération, ou le peu d'attention accordée à des demandes actuellement peu solvables, mais qui pourraient le devenir davantage ? Quoi qu'il en soit, il n'y a pas d'autre chemin pour les pays les moins avancés (PMA) qu'une amélioration progressive de la productivité des facteurs agricoles, à l'instar de la Chine et de l'Inde. L'auteur attire toutefois l'attention du lecteur sur le problème de l'eau, facteur limitant pour l'intensification agricole de ces pays au cours des prochaines décennies.

La crise énergétique dans laquelle nous plongent l'épuisement des ressources pétrolières et le réchauffement climatique souligne l'intérêt des biocarburants. S'agit-il pour autant d'une « nouvelle frontière », offrant des débouchés illimités aux agricultures des pays riches et des pays émergeants exportateurs (Brésil) ? Le problème est qu'en dehors du Brésil, où les réserves de terre sont importantes (avec les effets écologiques tragiques que l'on connaît, liés à la destruction de la forêt amazonienne), le développement des biocarburants réduit l'offre alimentaire mondiale. Ainsi, la simple substitution de biocarburants à 10 % du pétrole aboutit, pour la France, à la mobilisation de 20 % de terres arables. Les modèles indiquent que cette substitution, déjà avancée dans certains pays (aux États-Unis, 16 % du maïs est destiné à l'éthanol), aura à terme un effet à la hausse sur les prix de certains produits agricoles : sucre (+ 60 %), huiles végétales (+ 20 %). Il reste que pour certains pays en développement (PED) (Brésil, Inde, Malaisie, Thaïlande), l'essor des biocarburants est une opportunité de développement économique.

Dans la seconde partie de ce livre, Pierre Rainelli aborde le volet le plus délicat de son propos. La libéralisation des échanges et des politiques agricoles peut-elle aider ou, au contraire, enfoncerait-elle les PED et, notamment, les PMA ? L'agriculture ne doit-elle pas être, par principe, tenue à l'écart des échanges et chaque pays ne doit-il pas compter sur ses propres forces pour s'alimenter, toute dépendance dans ce domaine pouvant être désastreuse en cas de conflit ? Bien qu'elle ne laisse pas indifférent, l'auteur ne répond pas directement à cette question préalable de type alter mondialiste. Le Royaume-Uni, ancien champion du libre-échange et de la spécialisation internationale, n'a-t-il pas dû pendant la Seconde Guerre mondiale remuscler une agriculture qu'il n'avait par ailleurs jamais laissée à l'abandon ? Pierre Rainelli note cependant que plus personne ne défend le sacrifice par les PED de leur agriculture au profit d'une spécialisation industrielle au motif, au demeurant vrai, que la réussite dans le domaine agricole est d'autant meilleure qu'elle s'accompagne d'une bonne maîtrise industrielle (Europe, États-Unis). Dans les PED, la main-d'œuvre agricole est, en effet, tellement pléthorique que l'on voit mal comment le développement économique général pourrait se passer du développement agricole. Sans en discuter directement le bien-fondé, l'auteur signale aussi l'argument (qui requerrait une discussion « en dynamique ») selon lequel les PED ne devraient s'ouvrir à l'échange qu'après avoir développé leur propre production à l'abri des frontières.

Sur la base d'un parti pris libre-échangiste « raisonné », Pierre Rainelli met cependant à la disposition du lecteur un ensemble de résultats issus de la modélisation économique qui fournit des points de repère utiles. En premier lieu, la fin des subventions aux exportations, qui ont d'indéniables conséquences locales néfastes (Mozambique pour le sucre, lait en Jamaïque ou en Inde, viande en Afrique de l'Ouest), n'améliore pas significativement la situation générale des PED, en particulier celle des plus défavorisés. Ce sont les soutiens internes des pays développés à leur agriculture qui ont l'effet de distorsion le plus fort sur les échanges ; la protection extérieure (droits de douane) est en

effet faible pour les pays développés (États-Unis et Europe) et forte pour les PED. De plus, les PED gagnent davantage à une libéralisation généralisée des échanges, c'est-à-dire non limitée aux seuls pays riches, ce gain étant lié à une augmentation significative du commerce entre PED.

Toutefois, les PED ne sauraient être envisagés comme un tout. Si les pays à vocation exportatrice tirent nettement parti de la libéralisation, il n'en va pas de même pour les importateurs nets, surtout lorsqu'il s'agit des PMA, où vivra demain la majeure partie des populations sous-alimentées. Dans ces cas-là, le faible effet d'entraînement des exportations et les problèmes de corruption se conjuguent pour gommer l'impact d'une meilleure allocation des ressources.

En résumé, le défi posé à l'agriculture mondiale, nourrir les 9 milliards d'habitants de la planète à l'horizon 2050, n'a pas de solution simple, ni technologique ni en termes de libéralisation du commerce international. Il s'agit d'un problème de développement. Identifier les ressorts d'un décollage des économies agro-alimentaires des PMA reste donc un enjeu majeur pour les économistes.

Daniel HASSAN
GREMAQ, INRA, Toulouse